



Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section du Calvados

DDFiP du Calvados - 7, bd Bertrand - 14034 Caen Cedex
fo.ddfip14@dgfip.finances.gouv.fr
Permanence : 02.31.38.34.61

Première Organisation Syndicale dans le Calvados

Comité Technique Local du 13 mars 2018:

Liminaire

Monsieur le Président,

Depuis le 1er février, du Président de la République au 1er Ministre en passant par le Ministre de l'Action et des Comptes publics, chacun y va de sa petite phrase pour expliquer pourquoi il faut moderniser la Fonction publique au prétexte qu'elle n'est pas adaptée à son époque.

De désinformations en véritables mensonges, on annonce la création d'un plan de départ volontaire pour les agents qui refuseraient une mobilité forcée, la rémunération au mérite, le recours au contrat au détriment du statut et un dialogue social délocalisé. Ce plan concernerait 120 000 agents dans les services publics soumis à restructuration.

Ajoutons à cela depuis l'arrivée du Gouvernement, le gel du point d'indice, la réinstauration du jour de carence, la hausse de la CSG non compensée dans le temps... Ainsi, ces hommes politiques qui dirigent le pays présentent le statut général des fonctionnaires, ses valeurs, les missions publiques comme un ensemble archaïque, sclérosé depuis des décennies.

La volonté réelle du Président de la République et du Gouvernement est la casse du statut général des fonctionnaires commun aux 3 versants de la Fonction publique (État, Territoriale, hospitalière) dont la valeur uniforme du point d'indice, le principe de carrière, et la séparation du grade et de l'emploi sont la colonne vertébrale.

Obsédés, comme leurs prédécesseurs, par la maîtrise du budget, la baisse de la dépense, le Premier Ministre et le Président de la République cherchent à instaurer une Fonction publique à moindre coût en généralisant l'embauche de contractuels en lieu et place de fonctionnaires à statut.

A lire et à entendre les mêmes mots, les mêmes termes, les mêmes justifications, on connaît par coeur les explications apportées en termes de politique budgétaire : diminuer la dépense publique, réduire les déficits publics au nom des sacro-saints 3 % imposés par Bruxelles.

On nous a assez dit et répété que Bercy n'était pas un ministère prioritaire ! La DGFIP reste la principale contributrice aux suppressions d'emplois dans la Fonction publique d'État, avec la disparition de 27 000 emplois en 10 ans !

Les milliers d'implantations disparues, les regroupements de services et les réorganisations internes sont les conséquences de ces choix budgétaires, au détriment du service public mais également des conditions de travail des agents ! Le Calvados en est un exemple criant.

La réduction de la dépense publique guide les politiques de nos dirigeants. Les fonctionnaires coûtent trop cher (pour ce qu'ils rapportent), il faut donc s'en débarrasser. Pour ce faire, outre le non remplacement systématique des départs à la retraite, l'autre levier à activer concernerait les missions en démontrant (de manière arrangée, incomplète ou fallacieuse) soit l'inutilité de certaines soit l'absence de plus-value pour d'autres.

Cette politique est fortement condamnable lorsque l'on sait que les missions et les emplois de la DGFIP sont économiquement rentables et socialement utiles, puisqu'ils concourent à la constitution du budget de l'État.

Avec FO, poursuivons ensemble la conquête de droits nouveaux !

L'estimation annuelle de la fraude fiscale (80 milliards), reprise par plusieurs entités telles la Cour des Comptes ou le Conseil économique social et environnemental (CESE), et l'affluence à nos guichets en attestent largement.

FO ne peut accepter des politiques et des hauts fonctionnaires qu'ils s'attaquent à la dépense publique sans suffisamment s'intéresser à l'amélioration de la recette budgétaire.

En toute logique, le remède à cette situation devrait se traduire par des créations d'emplois notamment dans la chaîne du contrôle fiscal et par le renforcement du rôle du comptable public dans le contrôle démocratique de l'utilisation des deniers publics comme en matière de conseil et de soutien aux collectivités locales.

Il est indispensable et urgent de renforcer notre présence sur le territoire pour mener une véritable lutte contre la fraude et l'évitement fiscal organisés qui servent les intérêts des citoyens les plus aisés et les moins vertueux au détriment de l'intérêt général dont les services publics sont les garants.

Pour **FO**, toutes les missions nécessitent des moyens et la plupart des services sont aujourd'hui exsangues.

Après le rapport de la Cour des Comptes intitulé : "Les services déconcentrés de l'État, clarifier leurs missions, adapter leur organisation, leur faire confiance", apparaît le brainstorming A.P. 2022. Cette commission n'est pas une nouvelle RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), ni une nouvelle MAP (Modernisation de l'Action Publique). Il s'agit d'amplifier les transferts de missions au privé voire même d'en supprimer.

Il n'est pas surprenant que dans un tel contexte, des Directeurs osent de manière officielle parler de clients en parlant des citoyens usagers de notre service public.

Pourtant en République, le citoyen qui vient dans un service public est un usager pas un client, la DGFIP n'est pas un commerce !

Les politiques successives menées depuis près de 15 ans n'ont pour seul objectif que de mettre à bas le service public républicain et ont fait de notre administration une variable d'ajustement budgétaire.

Pour **FO**, c'est une véritable attaque contre les valeurs de la République. C'est la destruction programmée de la Fonction publique républicaine au service du citoyen porteuse des valeurs de neutralité, d'égalité de traitement du citoyen et de laïcité.

Après le report des mesures PPCR, le gel du point d'indice, l'augmentation de la CSG, la réduction des taux de promotions et la ré-institution du jour de carence, les nouvelles annonces gouvernementales sont une attaque violente et inacceptable contre les fonctionnaires qui sont devenus les boucs émissaires de notre pays, qui sont accusés de tous les maux et qui doivent porter la responsabilité du déficit financier de la France.

FO dénonce la caricature qui est ainsi faite des fonctionnaires et invite les personnels à se mobiliser, le 22 mars, pour s'opposer à tout dynamitage de la fonction publique et à toute déconsidération catégorielle.

Comme à l'habitude, Les représentants FO-DGFIP pointeront du doigt et dénonceront avec vigueur les décisions et ou orientations locales qui découlent de cette entreprise nationale de destruction de la DGFIP.

Les représentants **FO-DGFIP** en CTL

TITULAIRES

Nathalie BLANCHOT, Géraldine TANQUEREL, Frédéric GABRIELLE, Eric GRANDMOUGIN, Bruno GILBERT

SUPPLEANTS

Françoise DIMICOLI, Aurélia MASSIEU, Isabelle CAFFIAUX, Brigitte LOIR

POUR LES MISSIONS PUBLIQUES, L'EMPLOI, LE POUVOIR D'ACHAT



**TOUS EN GRÈVE
ET DANS LES MANIFESTATIONS
LE JEUDI 22 MARS**